MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Troisième séance – Mercredi 7 juin 2000, à 17 h

Présidence de M. Bernard Paillard, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *MM. Philippe Cottier, Roger Deneys, Gérard Deshusses, M^{me} Catherine Hämmerli-Lang, MM. Sami Kanaan, André Kaplun, Daniel Künzi et M^{me} Isabel Nerny.*

Assistent à la séance: *M. Alain Vaissade, maire, M. Manuel Tornare, vice-président, MM. André Hediger, Christian Ferrazino et Pierre Muller, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 25 mai 2000, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 6 juin et mercredi 7 juin 2000, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Alain Vaissade, maire. A l'occasion du renouvellement du bureau du Conseil municipal pour l'année 2000-2001, le Conseil administratif tient à vous présenter l'état de la situation et les modifications apportées à son propre fonctionnement.

En automne dernier, notre Conseil s'est réuni en séminaire pour étudier la possibilité de regrouper différemment plusieurs services entre les cinq départements, afin de mettre en œuvre de façon plus complète le discours de législature de juin 1999.

En octobre dernier, le Conseil d'Etat a voulu regrouper les administrations cantonale et municipale sous l'appellation «République et Ville de Genève». Le Conseil administratif et le Conseil municipal ont refusé ce projet, de même que le Grand Conseil. Après cette crise, le Conseil administratif a décidé d'étudier en concertation avec le Conseil d'Etat les différents conflits de compétences entre les deux collectivités afin de diminuer, voire de supprimer, les antagonismes. A cet effet, les deux exécutifs ont demandé à leur administration de présenter un état de la situation concernant leurs compétences respectives dans un rapport intermédiaire à produire avant la fin du mois de mai 2000.

En attendant les résultats de cette démarche, le Conseil administratif a suspendu ses projets de réforme du mois d'octobre pour se consacrer au renforcement du rôle politique de l'exécutif et aux priorités définies dans son discours de législature. Il a choisi, pour des motifs politiques et stratégiques, de traiter de manière plus approfondie les dossiers qui relèvent du Conseil administratif et de donner la priorité aux affaires gouvernementales, celles qui sont interdépartementales comprises.

Le Conseil administratif a placé sous son autorité trois unités administratives. La première d'entre elles est le Secrétariat général, pour les affaires concernant le Conseil administratif, le Conseil municipal, le domaine juridique, le protocole, la communication, les archives, l'administration et la planification. En cela, il n'y a rien de nouveau pour cette unité, puisqu'elle existait déjà, mais il reste à apporter des améliorations dans sa gestion. La deuxième unité est l'Office du personnel, dorénavant intitulé «Service des ressources humaines». La troisième unité est nouvelle: il s'agit du Service des relations extérieures. Celui-ci exerce des activités s'inscrivant dans les domaines suivants: les dossiers internationaux, la promotion de la ville de Genève sur place et à l'extérieur, les relations avec les organisations internationales de même qu'avec des villes et réseaux de villes, les actions de coopération et d'aide humanitaire, l'accueil de délégations et de visiteurs, la préparation et l'organisation de voyages et de stages, mais aussi la ges-

tion des supports de promotion et d'information concernant les projets et prestations de la Ville, notamment au moyen de l'Arcade municipale et du bus info-mobile.

Pour «alléger» ces trois unités au niveau du Secrétariat général du Conseil administratif, ce dernier a transféré la Direction des systèmes d'information et le Service des achats dans le département des finances. Il a créé trois délégations supplémentaires à celles déjà existantes. La première est la Délégation à la coopération au développement, à l'aide humanitaire et au droit des personnes, et la seconde, la Délégation pour le mobilier urbain. Une troisième délégation a été créée, la Délégation à la jeunesse, laquelle est rattachée à la présidence du département des affaires sociales.

Le Conseil administratif se propose de désigner, dans les mois qui viennent, un délégué – ou une déléguée – à l'Agenda 21, ainsi qu'une déléguée à l'égalité hommes-femmes.

Enfin, le Service de la protection civile, selon une certaine volonté de s'adapter aux nouvelles dispositions fédérales, s'appellera désormais «Service d'assistance et de protection à la population». En vous exposant ses priorités dans le domaine des investissements, le Conseil administratif vous a déjà soumis les propositions d'engagement de crédits destinés au plan pour la création de places et de zones piétonnes, à la réalisation de la ligne de tramway Cornavin-Nations ainsi qu'à celle du nouveau Musée d'ethnographie. Il entend vous présenter prochainement des engagements budgétaires concernant les objets retenus dans un plan d'investissements quadriennal qui vous a été soumis récemment, notamment ceux concernant la rénovation de notre patrimoine immobilier.

Enfin, en ce qui concerne le personnel de l'administration municipale, le Conseil administratif proposera à la commission du personnel des procédures permettant de ne plus engager de faux temporaires et de titulariser nos collaborateurs, quel que soit le taux de leur activité à temps partiel.

Voilà, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, rapidement décrites, les actions de réforme du Conseil administratif retenues au cours de cette première année de législature et les perspectives pour la deuxième année qui commence maintenant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Nous avons deux communications à faire. Je tiens tout d'abord à vous informer qu'une séance plénière supplémentaire du Conseil municipal aura lieu le samedi 24 juin, dès 8 h du matin. (*Protestations.*) Eh oui! L'ordre du jour l'exige!

La deuxième communication consiste en la lecture d'une lettre que nous a envoyée le Conseil administratif. (*Remarque.*) On ne fait pas de débat sur les communications du bureau du Conseil municipal, je vous remercie d'en prendre note! M^{me} Cramer va vous lire la lettre du Conseil administratif.

Lecture de la lettre:

Genève, le 7 juin 2000

Monsieur le président,
 Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Au cours de sa séance du 31 mai 2000, le Conseil administratif a procédé à l'élection de son bureau qui, pour l'année 2000-2001, sera le suivant:

Maire: M. Alain Vaissade
 Vice-président: M. Manuel Tornare

Par ailleurs, l'attribution des départements et la répartition des services ont été arrêtés comme suit:

– *Conseil administratif*

Secrétariat général (Secrétariat du Conseil municipal; Secrétariat du Conseil administratif; Archives municipales; Information; Planification stratégique); Office du personnel (qui devient le Service des ressources humaines); Relations extérieures (nouvelle unité); Caisse d'assurance du personnel; Contrôle financier.

– *Département des finances et de l'administration générale*

Titulaire: M. Pierre Muller
 Suppléant: M. Christian Ferrazino

Services: Direction et secrétariat du département: Assurances; Comptabilité générale et budget; Contrôle de gestion; Caisse municipale; Taxe professionnelle communale; Gérance immobilière municipale; Direction des systèmes d'information; Service des achats.

– *Département de l'aménagement, des constructions et de la voirie*

Titulaire: M. Christian Ferrazino

Suppléant: M. Alain Vaissade

Services: Direction et secrétariat du département. Direction de l'aménagement et des constructions: Urbanisme; Administration et opérations foncières; Architecture; Aménagement urbain et éclairage public; Bâtiments; Energie. Division de la voirie: Direction, logistique et technique; Etudes et constructions; Entretien du domaine public; Levée des résidus ménagers et nettoyage du domaine public.

– *Département des affaires culturelles*

Titulaire: M. Alain Vaissade

Suppléant: M. Manuel Tornare

Services: Direction et secrétariat du département. Division art et culture: Promotion culturelle; Centre vidéo; Conservation du patrimoine architectural; Art musical; Arts de la scène; Service administratif et technique. Division des bibliothèques: Bibliothèque publique et universitaire; Bibliothèques et discothèques municipales. Division des musées: Les Musées d'art et d'histoire; Musée d'ethnographie; Muséum d'histoire naturelle; Conservatoire et jardin botaniques.

– *Département des sports et de la sécurité*

Titulaire: M. André Hediger

Suppléant: M. Pierre Muller

Services: Direction et secrétariat du département: Sports; Service d'incendie et de secours; Service d'assistance et de protection de la population (nouvelle appellation); Agents de ville et domaine public.

– *Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement*

Titulaire: M. Manuel Tornare

Suppléant: M. André Hediger

Services: Direction et secrétariat du département: Service social; Ecoles et institutions pour l'enfance (nouvelle appellation); Délégation à la petite enfance; Délégation à la jeunesse (nouvelle unité); Espaces verts et environnement; Office de l'état civil; Pompes funèbres et cimetières.

Veillez agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Jean Erhardt

Le maire:
Alain Vaissade

Le président. Nous reprenons notre ordre du jour normalement et commençons avec le dépôt d'une motion d'ordre contre la séance du Conseil municipal du samedi 24 juin. Je vous propose de mettre cette motion d'ordre aux voix tout de suite. L'un des déposants souhaite-t-il la parole?

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Je voudrais juste dire, en tant que signataire de la motion d'ordre, que, pour les personnes exerçant une activité professionnelle et ayant une famille à charge, le mois de juin est extrêmement chargé. On aura quatre soirs de séances plénières du Conseil municipal en tout, ce qui est déjà beaucoup. De plus, durant les dernières semaines de juin ont lieu toutes les manifestations de fin d'année scolaire pour les enseignants et les enfants. Par conséquent, si cette séance plénière supplémentaire pouvait être remise au mois de septembre, ce serait vraiment bien pour les gens ayant à supporter ces charges familiales et professionnelles.

M. François Henry (L). Comme ma collègue, je regrette le fait que l'on doive se réunir un samedi, mais, vu l'amas de motions déposées par l'Alternative, je crois que l'on est maintenant quelque peu obligés de réserver des week-ends à cet effet. A qui la faute? Telle est la question! Prenez donc un peu conscience de ce fait dans les rangs de la gauche, et que cela vous serve de leçon!

M. Daniel Sormanni (S). On ne va pas polémiquer, mais effectivement, comme vous avez pu le constater, Monsieur le président, nous nous réunissons souvent au cours du mois de juin: nous aurons encore des séances plénières les lundi 26 et mardi 27 juin, et maintenant on en prévoit encore une le samedi 24... Je partage la préoccupation de mes préopinants. Une séance plénière le samedi, moi, je ne la conçois qu'à une seule occasion: lors du budget. Je crois que le reste du temps il faut trouver d'autres solutions, car celle-ci ne me paraît pas raisonnable. Quant aux arguments de notre collègue sur le banc d'en face, eh bien, peut-être que s'il parlait un petit peu moins à propos de nos motions, on gagnerait aussi du temps! (*Brouhaha.*) A polémique, polémique et demie! Dans son discours, la présidente sortante de ce Conseil municipal lors de la séance d'hier a fait remarquer que, finalement, il n'y avait pas plus de motions déposées cette année que précédemment. Donc votre argument, Monsieur Henry, il ne vaut pas un rond!

M. Guy Dossan (R). Je trouve pour le moins paradoxal le fait que certains conseillers municipaux qui proposent ce soir de ne pas venir siéger le

samedi sont justement ceux dont les interventions dépassent chaque fois les dix minutes imparties. C'est quand même assez drôle. Par contre, je peux comprendre M^{me} Keller Lopez, laquelle disait que la fin du mois de juin est peut-être une date un peu tardive. Mais j'aimerais m'assurer que les personnes qui «se battent» ce soir contre une convocation en séance plénière pour le samedi 24 juin ne seront pas les mêmes qui se battront, à la fin du mois d'août, contre la décision de la convoquer un samedi au mois de septembre. Si on nous assure de cela, je peux comprendre, mais je n'aimerais pas retrouver sur les bancs d'en face les mêmes conseillers s'élever contre le choix d'un autre samedi pendant l'année. En outre, je voudrais simplement vous rappeler que, lors d'une séance entre les chefs de groupe et l'ancien bureau du Conseil municipal, ceux-ci avaient été tout à fait d'accord que l'on convoque une séance plénière un samedi; je suis donc étonné que les troupes ne soient plus d'accord sur ce point ce soir et adoptent une position opposée à celle de leurs chefs de groupe, lesquels avaient prôné la solution du samedi justement pour essayer de vider l'ordre du jour de tous les objets à traiter souffrant d'un retard.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Effectivement, comme l'a dit M. Dossan, nous avons agendé et réservé cette date du 24 juin depuis un certain temps, les chefs de groupe s'étant entendus à ce sujet. Il ne s'agit pas ici de savoir qui parle le plus et qui parle le moins, mais finalement de pouvoir venir à bout de notre ordre du jour, lequel deviendra de plus en plus monumental s'il est reporté jusqu'en septembre encore. Nous proposons donc de nous réunir le samedi 24 juin pour avancer dans le traitement des points figurant à cet ordre du jour.

M. Roman Juon (S). Monsieur le président, vous faites partie de l'Alternative; or le combat pour le congé scolaire du samedi matin, c'est bien la gauche en particulier qui l'a mené. Je crois donc que l'on doit respecter cette disposition. Si cela ne pose peut-être pas toujours des problèmes aux conseillers municipaux et même si une minorité d'entre nous ici ont des enfants, je crois que nous devons respecter ce congé du samedi matin. Il y a encore d'autres soirées envisageables en semaine pour convoquer une séance plénière supplémentaire.

M. Guy Savary (DC). Je me prononcerai à titre personnel. Je trouve que convoquer le Conseil municipal avec un délai de quelques jours seulement pour un samedi relève d'un procédé abrupt. Personnellement, je n'ai jamais entendu parler – même officieusement – du fait qu'il fallait réserver ce samedi. Il est vrai que le mois de juin est très chargé: nous avons déjà des séances que l'on pourrait

qualifier de supplémentaires le lundi et le mardi 26 et 27 juin. Alors, soit on attend le mois de septembre, soit je fais une contre-proposition à celle de se réunir le 24 juin, si vous permettez, Monsieur le président. Je m'adresse à l'ensemble du bureau: je suis bien sûr aussi favorable à ce que l'on «éponge» le plus vite possible cet ordre du jour. Alors, pour limiter les dégâts, je propose que nous nous réunissions le mercredi 28 juin, promotions ou pas ce jour-là, cela fera un emploi du temps moins lourd que si l'on opte pour le samedi 24.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). C'est ce qu'a dit M. Roman Juon qui m'a incité à prendre la parole. Il a évoqué le congé du samedi pour les enfants. Je crois que cette évocation est mal placée, parce que, comme vous le savez, quand il y a des combats dans le domaine de l'enseignement, on se heurte souvent à un mur – suivez mon regard – alors que, dans le cas présent, nous sommes maîtres de nos décisions. En effet, c'est nous qui décidons si nous nous réunissons le samedi ou pas, et nous n'avons pas à nous battre contre quelqu'un d'extérieur à ce Conseil. Personnellement, je suis très favorable à ce que l'on avance dans l'ordre du jour et qu'une séance plénière ait effectivement lieu le samedi.

M. François Sottas (AdG/TP). Je crois que nous sommes quand même beaucoup à avoir été informés ce soir seulement ou éventuellement hier soir que la date du 24 juin devenait officielle. En effet, il s'agissait surtout d'une rumeur, d'une date envisagée par les chefs de groupe et l'ancien bureau. Je propose quand même que l'on ne la maintienne pas, mais que l'on prenne un engagement ferme pour une séance prolongée au mois de septembre, soit le samedi, soit un après-midi quelconque; on peut aussi voir le problème comme cela.

Mise aux voix, la motion d'ordre est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Mise aux voix, la proposition de convoquer une séance plénière du Conseil municipal le samedi 24 juin est refusée par 31 non contre 21 oui (2 abstentions).

Le président. Nous ne nous réunirons donc pas le samedi 24 juin.

Election: Fondation pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées
Motion: stationnement à la poste des Charmilles

3. **Election d'un représentant du Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées en remplacement de M^{me} Béatrice Colonna, démissionnaire (Statuts de la fondation, art. 9) (RCM, art. 131, lettre B).**

Le président. Je demande au Parti socialiste s'il a un candidat à nous proposer.

M. Daniel Sormanni (S). Nous avons l'honneur de vous présenter, pour succéder à M^{me} Béatrice Colonna, démissionnaire, la candidature de M. Gabriel Barta, informaticien, membre de notre parti depuis plusieurs années et très actif dans les associations de quartier aux Acacias. Nous le recommandons à vos suffrages.

Le président. Y a-t-il d'autres candidatures? Cela ne devrait pas être le cas, le Conseil municipal étant représenté au sein de la Fondation pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées par un membre par parti. L'élection est donc tacite.

M. Gabriel Barta est élu tacitement.

4. **Motion de M^{mes} Alexandra Rys et Alice Ecuillon: «Pas de voitures ventouses au bureau de poste des Charmilles» (M-53)¹.**

PROJET DE MOTION

Considérant que:

- les usagers du bureau de poste de Saint-Jean risquent d'être contraints de se rendre à celui des Charmilles;
- le bureau de poste des Charmilles ne dispose que de six places de stationnement à durée limitée à trente minutes;
- par conséquent, le taux de rotation des véhicules sur ces places est manifestement insuffisant pour répondre aux besoins des usagers, en particulier les entreprises et commerçants,

¹ «Mémorial 157^e année»: Annoncée, 3227.

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à intervenir sans délai auprès du Département de justice et police et des transports, afin que la durée de stationnement soit ramenée à quinze minutes.

M^{me} Alexandra Rys (DC). Dans la saga de cette fameuse poste, certains de ses usagers ont été un peu oubliés, pour un motif certes bien compréhensible: il s'agit de tous ceux qui ont une case postale dans cet office de poste, notamment les commerçants et d'autres personnes exerçant une activité dans le quartier. Les places de stationnement situées devant la nouvelle poste, lesquelles sont principalement destinées aux clients de celle-ci, sont limitées à trente minutes. Bien entendu, il arrive ce qui devait arriver: elles sont utilisées par des gens qui se rendent dans le quartier pour toutes sortes d'activités... sauf pour aller à la poste, de sorte que les personnes ayant simplement besoin de cinq minutes le matin pour relever leur courrier dans leur case trouvent difficilement où se garer.

Je souhaiterais par conséquent que le Conseil administratif puisse intervenir auprès du département compétent, afin que la durée de stationnement maximale autorisée soit réduite à quinze minutes. Il y aurait ainsi un taux de rotation des véhicules qui répondrait précisément à l'usage auquel sont destinées ces places, c'est-à-dire de servir à des gens qui y viennent pour une courte durée et pour une raison très précise.

Préconsultation

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je m'exprimerai en deux mots pour dire à M^{me} Rys qu'il n'est malheureusement pas possible, sur le plan juridique, de répondre à sa demande. Je dis «malheureusement», mais je ne sais pas si ce terme est approprié, parce qu'il est vrai que, si on pouvait instaurer des places de stationnement limitées à quinze minutes devant les postes, avec la vitesse à laquelle les utilisateurs sont parfois servis dans ces établissements, je suis presque certain qu'ils risqueraient de dépasser régulièrement une telle durée!

Cela étant, Madame Rys, je peux vous dire que, indépendamment de l'aspect judiciaire ou non de votre proposition, elle n'est tout simplement pas réalisable. En effet, l'Office des transports et de la circulation (OTC) n'installe pas de places de stationnement limité à moins de trente minutes. C'est peut-être une évidence au niveau de la gestion du parcage automobile, parce que, dans le cas contraire, l'on enregistrerait environ 90% de véhicules en stationnement illicite et qu'en outre l'on n'aurait pas la capacité de vérifier la bonne utilisation de ces places de stationnement.

Par conséquent, il n'est pas possible de donner une suite favorable à votre demande, Madame Rys. La seule solution envisageable consisterait à rajouter dans ce périmètre deux places de stationnement limité à trente minutes. Mais mon collègue Tornare nous annoncera bientôt que la poste de Saint-Jean pourra vraisemblablement ouvrir à nouveau ses guichets et qu'il y aura par conséquent moins de fréquentation à la poste des Charmilles. Mais je ne peux pas vous communiquer d'autre nouvelle que celle-ci, Madame Rys, et on examinera avec l'OTC s'il est possible, dans le cas particulier et en tout état de cause à titre transitoire, d'installer à cet endroit deux places supplémentaires limitées à trente minutes.

M. Daniel Sormani (S). Le groupe socialiste votera évidemment non à cette motion, tout simplement parce que – je crois que cela vient d'être dit – la problématique n'est pas vraiment celle des places de parc. Si vous parvenez à vous faire servir à la poste en trente minutes, d'une manière générale et particulièrement à la poste des Charmilles, vous êtes vraiment champion du monde toutes catégories confondues. J'habite dans le quartier et constate cet état de fait tous les jours. Malheureusement, je peux vous dire que ceux qui vont relever leur courrier à leur case postale ne se demandent pas s'il y a ou non une place de parc libre: ils se parquent où cela est interdit, à peu près n'importe où et n'importe comment, en deuxième position ou devant la sortie du garage de la poste, comme le fait hélas tout un chacun parmi les automobilistes. Mais aller relever leur courrier leur prend trois minutes, puis ils repartent. Par conséquent, le problème ne concerne pas les places de parc, qui ne sont pas du tout occupées par des «habitants-bouchons» mais bel et bien par des usagers de la poste.

Cela pose – et c'est l'occasion de le redire ici avec force – la problématique des prestations fournies par la poste à ses usagers d'une manière générale. Celles-ci, hélas, comme vous avez pu le voir, se dégradent quoi que nous puissions faire aujourd'hui.

Je répète donc qu'il ne s'agit pas d'un problème de gestion de places de stationnement et que l'on ferait peut-être mieux de discuter des prestations de la poste – bien que cela ne relève pas vraiment des compétences du Conseil municipal – car elles se dégradent de plus en plus. La Poste ne fait que parler du service aux usagers, mais plus on y va, plus on attend, et on n'arrive même pas à se faire servir dans les temps impartis par les places de stationnement autorisées. Telle est, finalement, la problématique. Si la Poste fournissait à la population les prestations qu'elle prétend lui proposer et fonctionnait donc comme un véritable service public – à mon sens, cette notion est en train de disparaître totalement à la Poste – eh bien, on ne se poserait pas ici ce soir de telles ques-

tions. M^{me} Rys et sa collègue n'auraient même pas eu besoin de déposer leur motion, parce que l'on pourrait largement, en quinze minutes, être servis au guichet de la poste!

Voilà le véritable fond du problème; il n'est pas dû à d'hypothétiques places de parc utilisées par des habitants qui «font bouchon» – ce n'est pas du tout le cas – puisque ce sont les usagers de la poste qui y stationnent. Mais ces derniers attendent très souvent au moins quarante minutes pour être servis à la poste des Charmilles, sans parler des autres offices. Nous voterons donc non à cette motion.

M^{me} Alice Ecuivillon (DC). Je suis contente que notre motion, si modeste soit-elle, ait permis à notre collègue Sormanni d'étendre son discours aux prestations de la Poste. Mais ce que je voudrais dire, c'est qu'il ne connaît pas le problème. Effectivement, lorsque nous entrons à la poste des Charmilles – je crois que j'habite un tout petit peu plus près de celle-ci que lui, vous le direz à M. Sormanni, Monsieur le président – ce qui change, c'est que nous recevons un ticket sur lequel l'heure est mentionnée. Lorsque nous arrivons au guichet, nous savons avec quel délai nous sommes servis par rapport au moment où nous sommes entrés. Je puis vous dire pour ma part que, chaque fois que je vais à la poste, je ne dépasse pas les quinze minutes, même s'il y a un nombre considérable de personnes qui attendent d'être servies. Le service n'est donc pas aussi désastreux que l'on voudrait bien le dire. Je crois donc que ce qui est faux – je retiendrai quelques paroles qui voudraient s'échapper de ma bouche, mais je préfère ne pas les prononcer – n'est pas forcément ce que l'on croit.

M^{me} Alexandra Rys (DC). J'ai bien entendu la réponse circonstanciée du magistrat et je l'en remercie. Forte de ces informations, je retire bien entendu cette motion.

Le président. Merci. M^{me} Ecuivillon est-elle de votre avis?

M^{me} Alice Ecuivillon (DC). Tout à fait, Monsieur le président.

Le président. Nous sommes saisis de deux motions munies de la clause d'urgence, présentées l'une et l'autre par M. René Winet. Il s'agit de la motion N° 110: «Pour une ville plus propre», et de la motion N° 111: «Pour le soutien à

un événement phare dans la rade à l'occasion du 31 décembre 2000, entrée dans le troisième millénaire». Nous traitons immédiatement de l'urgence de la motion N° 110, puis nous passerons à celle de la motion N° 111.

5. Clause d'urgence sur la motion de M. René Winet: «Pour une ville plus propre» (M-110).

Le président. Nous allons donc débattre de l'urgence et, au cas où elle serait acceptée, nous discuterons du fond de cette motion à 20 h 30. Je demande donc à un représentant par parti de s'exprimer sur l'urgence.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Monsieur le président, j'aimerais bien que vous transmettiez à M. Winet qu'il n'y a aucune urgence dans les deux motions qu'il a présentées, celle-ci et la motion N° 111, surtout avec un ordre du jour aussi dense que le nôtre. De plus, nous voterons non aussi bien sur l'urgence que sur le fond.

M. Roman Juon (S). Le Parti socialiste ne votera pas non plus l'urgence. Mais, si c'est si urgent, car je peux comprendre le souci de M. Winet, qu'il lise attentivement le règlement municipal et les clauses concernant le nettoyage: il verra que ce sont les commerçants qui doivent nettoyer devant leur boutique. Quant à la situation dans les Rues-Basses, vous recevez un cadeau depuis des dizaines d'années à la Ville de Genève, alors, vous pouvez balayer devant votre porte! (*Applaudissements.*)

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Nous considérons que la motion de M. Winet porte sur un problème qui est réel, la propreté de la ville, mais qu'il n'est pas nécessaire de traiter en urgence.

M. Robert Pattaroni (DC). Nous considérons que le problème soulevé par cette motion existe depuis plusieurs années et que l'on aurait dû le résoudre depuis longtemps, Monsieur le président. Simplement, compte tenu de la discussion que nous venons d'avoir quant à l'organisation de notre travail, nous ne pouvons déclarer urgente cette motion. Mais nous espérons vivement que, quand

nous en reparlerons, le Conseil administratif – lequel a peut-être prévu une ligne d'action... je n'ai pas entendu si cela a été dit tout à l'heure – aura déjà pris les mesures que ses prédécesseurs auraient dû prendre.

M. René Winet (R). Je suis tout à fait conscient que nous avons encore 90 points à traiter dans l'ordre du jour. Mais, considérant que les touristes commencent à arriver, j'ai pris contact avec les services de la Voirie qui m'ont soutenu dans ma démarche en disant que, si le Conseil municipal approuve cette motion, ils feront le nécessaire. D'ailleurs, ils font déjà quelque chose avec l'entreprise qui vide les poubelles actuellement. Celle-ci vide toutes les poubelles, mais, malheureusement, il n'y en a pas assez à disposition au centre-ville et il y a un peu trop de déchets. (*Remarque de M. Brogini.*) C'est vrai, Monsieur Brogini! Cette entreprise pourrait éventuellement effectuer des nettoyages supplémentaires. Les services de la Voirie sont tout à fait d'accord de soutenir cette proposition. Quant à l'urgence, elle est due au fait que l'on est au début de la saison touristique.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral soutiendra l'urgence. Effectivement, malgré l'ordre du jour un peu chargé du Conseil municipal, nous pensons que, avec l'arrivée des touristes et de l'été, notre ville mérite que l'on s'y intéresse un peu. Pour une fois que nous avons peut-être à traiter un sujet vraiment municipal, qui nous concerne et ne se réfère pas à des contrées pour lesquelles nous sommes moins impliqués, nous allons voter l'urgence.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion est refusée à la majorité (quelques abstentions).

6. Clause d'urgence sur la motion de M. René Winet: «Pour le soutien à un événement phare dans la rade à l'occasion du 31 décembre 2000, entrée dans le troisième millénaire» (M-111)¹.

M. René Winet (R). Pourquoi y a-t-il urgence? Parce que l'Office du tourisme doit donner une réponse d'ici la fin du mois de juin à Jean-Michel Jarre

¹ Annoncée, 100.

pour l'organisation de cette manifestation. A mon avis, sans la Ville de Genève celle-ci ne pourrait pas se faire. J'en ai déjà discuté avec M. Vaissade et, en principe, il n'y a pas de préavis négatif quant à une collaboration active de la Ville de Genève ni de doute quant à son résultat. A la fin du mois de juin, on prend la décision. Je vous encourage vivement à soutenir cette urgence.

M. Alain Marquet (Ve). J'interviendrai très brièvement: nous ne voyons pas où est l'urgence dans cette motion. Je volerai l'idée de ma nouvelle voisine sur ces bancs, laquelle ne m'en voudra certainement pas, en proposant que l'on programme le traitement de cette motion à la séance du 24 juin. Nous ne voterons donc pas l'urgence.

M. Roman Juon (S). Je ne me prononce pas pour mon groupe, mais je trouve, puisqu'on vient de citer le maire, M. Vaissade, un peu cavalier que l'on passe directement par le Conseil municipal sans savoir quelle est la position officielle du Conseil administratif à ce sujet. Par la suite, quand on connaîtra sa position, on pourra savoir si cette affaire est urgente ou pas. Il faut être logique; sinon, il ne sert à rien d'avoir un Conseil administratif!

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Notre collègue René Winet se présente à nous comme notre nouveau «don Quijote de la Mancha»! Il nous propose, ni plus ni moins, de mettre 1 250 000 francs dans une opération qui ferait intervenir Jean-Michel Jarre; mais c'est pharaonique, Monsieur Winet! Et un montant de 3 500 000 francs serait prévu pour l'ensemble de la manifestation! Qu'est-ce que c'est que ce truc-là?

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion est refusée à la majorité (quelques abstentions).

7. Motion de M^{mes} Marianne Husser, Virginie Keller Lopez, Liliane Johner, MM. Jean-Pascal Perler, Guy Jousson et Roman Juon: «Médiation et prévention dans les quartiers» (M-54)¹.*PROJET DE MOTION*

Considérant:

- que les jeunes se rencontrent régulièrement dans les lieux publics extérieurs, tels les places, préaux d'école, cours d'immeubles, etc.;
- qu'il existe un nombre croissant de jeunes de tous âges en rupture partielle ou complète avec leur milieu familial et scolaire;
- qu'il faut constater une inadaptation d'une partie de l'offre actuelle en activités d'encadrement socioculturel pour cette catégorie de la population;
- qu'il est nécessaire d'apporter un soutien à l'ensemble des jeunes de notre ville;
- qu'il existe un besoin manifeste de développer dans les plus brefs délais une offre éducative auprès de ces jeunes sur leurs lieux de rassemblement;
- qu'il est nécessaire, en conséquence, de déplacer le travail social hors des murs;
- qu'il y a une augmentation des problèmes de coexistence entre générations, liés à des difficultés de communication;
- que la Ville de Genève, dont l'action doit tendre vers la création d'une cohésion sociale, a la responsabilité de lutter contre l'exclusion;
- que d'autres communes ont effectué des expériences concluantes, particulièrement dans l'agglomération genevoise ainsi qu'à Genève même, par des organismes associatifs,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à lui soumettre une proposition d'arrêté pour financer la mise en place, ce prochain printemps, d'un dispositif souple constitué par l'engagement d'au moins deux travailleurs sociaux hors les murs (TSHM), anciennement éducateurs de rues.

Une des missions de ces TSHM sera d'organiser des «réseaux» d'intervenants formés des îlotiers de quartier, des animateurs de maisons de quartier, des enseignants, des concierges, des partenaires associatifs, etc., où cela est nécessaire.

Ces réseaux auront pour mission d'évaluer les moyens à déployer pour mettre en place une politique de prévention et de médiation dans les quartiers.

¹ «Mémorial 157^e année»: Annoncée, 3227.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Lorsque nous avons déposé la motion N° 54, c'était par souci de répondre assez rapidement à des préoccupations qui nous concernent toutes et tous, puisqu'elles touchent la vie dans les quartiers, les conflits entre les générations et la place des jeunes dans notre ville. A l'approche de l'été qui favorise la vie nocturne dans les rues, nous voulions proposer l'engagement de nouveaux travailleurs sociaux hors murs, susceptibles de réaliser un travail de proximité dans les quartiers, d'intervenir par mesure de prévention et, enfin, d'évaluer de manière professionnelle les diverses situations conflictuelles. Nous tenons à souligner que des expériences ont été réalisées dans d'autres communes, comme le Grand-Lancy ou les Acacias, que ces expériences sont très positives et qu'il nous semble par conséquent que c'est le moment de s'en inspirer.

Depuis le dépôt de cette motion, le débat sur les questions liées à la jeunesse s'est élargi. Notre magistrat Manuel Tornare, chargé des affaires sociales et de la jeunesse, a organisé une journée très intéressante sur le plan jeunesse et la redéfinition du cahier des charges des travailleurs sociaux. Nous sommes impatientes de découvrir les projets et propositions qui émaneront de son département.

En attendant, nous souhaitons réaffirmer aujourd'hui notre volonté de consacrer de nouveaux moyens à l'amélioration de la médiation de quartier et de réaliser un véritable travail de prévention qui pourra à long terme se révéler bénéfique pour l'ensemble de la population. Nous vous recommandons donc de renvoyer cette motion à la commission sociale.

Préconsultation

M^{me} Nicole Bobillier (S). La problématique soulevée par cette motion n'est pas nouvelle pour le Parti socialiste. Depuis 1992, il s'intéresse activement aux problèmes de la jeunesse et précisément à la médiation dans les quartiers. Déjà lors de la législature de 1991-1995, le Conseil municipal avait été saisi d'une pétition (N° 49), signée notamment par l'Association de parents d'élèves de Geisendorf, par de nombreux habitants du quartier ainsi que par des membres du corps enseignant de cette circonscription, concernant justement certains problèmes rencontrés, déjà à cette époque, dans les préaux et le parc de Geisendorf.

Il s'agissait, alors, de problèmes intergénérationnels entre adultes et adolescents. Toutefois, il y avait le problème encore plus préoccupant de la coexistence entre des groupes de jeunes en rupture non seulement avec le lieu, mais aussi avec leur famille, leur culture, voire de jeunes sans activités. Les nuisances dues à cet état de fait touchaient alors le fonctionnement de l'école; des scènes de violence et de provocation se multipliaient.

La commission des pétitions avait examiné la pétition N° 49 avec beaucoup de sérieux et de minutie, mais je dois avouer que les recommandations qu'elle avait formulées dans le rapport N° 344 A, présenté le 28 juin 1994, sur cette pétition n'avaient pas été suivies d'effets à ce moment-là. Notre groupe a réalisé un important travail de recherche, qu'il a assorti de propositions, certaines simples, d'autres un peu plus techniques et donc plus onéreuses. La principale d'entre elles, déjà en 1994, visait à aménager des lieux de rencontre avec le concours de jeunes eux-mêmes afin de les aider à respecter quelques règles de bon voisinage, ce avec le soutien d'éducateurs que l'on appelait à ce moment-là «éducateurs de rue». On doit à Bernard Gmür, socialiste et conseiller administratif à Meyrin à cette époque, d'avoir lancé une expérience intéressante et positive en mettant sur pied une unité de coordination dirigée par une responsable urbaine de la jeunesse.

En 1995, le Parti socialiste avait déposé la motion N° 118, intitulée comme suit: «Pour une politique active en faveur de la jeunesse» et signée par M^{mes} Bobillier, Favre et Pürro. Mais elle n'avait pas été retenue et n'avait vraiment connu alors aucun succès. Le but de ladite motion était de demander la mise en place d'un service comme celui qui avait été créé à Meyrin et l'engagement d'une «Madame» ou d'un «Monsieur Jeunesse».

C'est donc avec satisfaction que nous prenons acte de la nomination de M. Claudio Deuel au poste de «Monsieur Jeunesse»; c'est un homme de terrain compétent. Ce qu'il a réalisé dans le quartier des Acacias le prouve, et nos vœux l'accompagnent. Notre patience est donc récompensée, puisque nous avons reçu une réponse à notre motion N° 118, d'une part, avec la nomination d'un «Monsieur Jeunesse»; d'autre part, j'ai lu avec satisfaction, dans la quatrième lettre du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, que ce délégué à la jeunesse envisage l'implantation de locaux autogérés par les jeunes dans différents quartiers de la ville, idée suggérée par la commission des pétitions au Conseil administratif qui ne l'avait pas retenue. Alors, encore une fois, nous sommes satisfaits de voir que les choses bougent et que la motion N° 118 trouve réponse malgré la lenteur de celle-ci. J'en remercie le magistrat.

M. François Henry (L). La seule lecture de la présente motion m'inspire l'adage suivant: «Donner d'une main ce que l'on prend d'une autre.» Je m'explique. Prenons le premier considérant de cette motion. Les enseignants et les surveillants ont la charge de la surveillance des écoles; il n'y a donc pas lieu d'y engager des médiateurs. Quant au deuxième considérant, il y est fait allusion au milieu familial; mais ce ne sont pas les médiateurs qui vont remplacer le rôle éducatif et pédagogique du noyau familial! Toujours dans ce considérant, on évoque le milieu scolaire; là encore, il appartient au système scolaire d'assumer

pleinement ses diverses responsabilités, même d'ordre répressif. Je ne vois pas en quoi les médiateurs pourraient jouer un rôle quelconque à ce niveau. Les trois considérants suivants laissent sous-entendre que les nombreuses associations existant dans notre ville ne font pas bien leur travail; venant des bancs de l'Alternative, une telle assertion m'étonne. Dans le sixième considérant, on parle du travail social. Les travailleurs sociaux ne feraient-ils pas leur travail ou, tout au moins, ne le feraient-ils pas de manière satisfaisante? Si l'Alternative semble le suggérer, personnellement, j'en doute et je salue au contraire le travail quotidien fourni par ceux-ci. Les septième et huitième considérants traitent de la coexistence entre générations et de la cohésion sociale en général. Mais c'est notamment le rôle des îlotiers, agents de ville ou policiers de créer les conditions d'une paix sociale dans les lieux publics et de bons rapports de voisinage entre tous les habitants.

Cette motion tend donc à créer une nouvelle institution pour en remplacer d'autres nettement plus performantes et à donner d'une main ce que l'on prend d'une autre. En conséquence, cette motion, si elle était acceptée, serait l'aveu par le Conseil municipal que les différentes infrastructures publiques ou privées existant aujourd'hui ne fonctionnent pas et sont en situation de faillite potentielle. Je n'en crois rien. Il faut examiner la question point par point, secteur par secteur, et non s'affoler et vouloir créer des institutions complètement idéalistes, d'autant plus que la fonction de médiateur existe déjà à Genève et se partage entre les agents de ville d'une part et les îlotiers de la police cantonale de l'autre. Ces professions font l'objet de réglementations précises, et la formation de ces «médiateurs», assurée par des formateurs professionnels, est exemplaire. Je rappelle que la force publique est un monopole étatique et que toute forme de police privée ou de milice populaire va à l'encontre de certains principes démocratiques essentiels. Il est important que l'Etat garde le contrôle de l'ordre public, sous peine de dérapages peu souhaitables. On peut entrevoir cela avec le foisonnement des agences privées de sécurité qui n'apportent pas toutes les garanties de légalité. Vouloir affaiblir la police, c'est apporter de l'eau au moulin de ces sociétés de gardiennage et autres milices privées, lesquelles font sans doute un excellent travail mais qui ne sont pas à leur place.

Venons-en au rôle de médiateur en particulier. Comme je l'ai déjà dit, il existe déjà des médiateurs parmi les agents de ville qui jouent le rôle d'îlotiers. Qui dit îlotiers dit médiateurs. Les îlotiers ont différentes fonctions, notamment celle d'intervenir préventivement pour éviter les tensions et les heurts sur la voie publique. Or, depuis plus de cinq ans, nos autorités administratives de Genève diminuent chaque année le budget destiné à la formation des agents de ville, par exemple. Le projet émis dans cette motion voudrait prendre le peu qui reste dans le budget pour les agents de ville et le donner à des «médiateurs» dont le statut et la formation ne sont aucunement précisés.

Sur ce point également, la motion est peu claire et n'offre aucune garantie digne de l'importance du problème. Sachez que, en 1997 par exemple, le budget octroyé par la Ville permettait à peine la formation annuelle de trois agents de ville comme médiateurs îlotiers, et encore! Il s'agissait d'une formation qui devenait chaque année moins substantielle, et on se demande alors où les auteurs de cette motion vont trouver l'argent permettant de finaliser leur projet. A noter que, actuellement, plus aucun agent municipal îlotier n'est formé chaque année: plus de budget, plus d'argent. La motion parle de l'engagement de deux travailleurs sociaux, or, si l'on admet leur nécessité, leur nombre paraît minime et bien insuffisant. Ce projet est inadéquat. Le travail éducatif et social, le maintien de la cohésion sociale ne peuvent se faire dans la rue au hasard d'une rencontre. C'est un travail de fond qui nécessite des moyens ainsi que des compétences d'une très grande ampleur. Pour différents motifs – notamment ceux que j'ai évoqués – le groupe libéral votera donc contre cette motion.

M. René Grand (S). J'aimerais d'abord remercier le réopinant de son hommage aux travailleurs sociaux. Je trouve qu'il est remarquable de souligner l'efficacité de tous les travailleurs sociaux – dont je fais modestement partie – ainsi que de tous les agents municipaux, îlotiers et autres. Mais, Monsieur et cher collègue, je crois que nous ne vivons pas tout à fait sur la même planète, puisque les travailleurs sociaux eux-mêmes reconnaissent que le problème dont nous traitons existe. Alors, je suis désolé, peut-être que, à Champel, vous ne voyez pas cela, mais en tout cas, moi qui habite dans un quartier populaire... (*Remarque.*) Quoi? Alors, oui, cela existe même à Champel! Enfin, peut-être qu'à Champel il y a différents secteurs qui ne se rencontrent pas; enfin, je n'en sais rien.

L'existence du problème en question est reconnue par les travailleurs sociaux eux-mêmes. Une telle demande de médiation et de prévention émane justement des travailleurs sociaux. Je vous donne un exemple: à la Jonction a été mis sur pied un service de coordination des travailleurs sociaux, lequel rassemble tous ceux qui œuvrent dans le social et le domaine de la santé. Nous nous sommes réunis à Artamis, sur la demande de ceux qui travaillent sur le site, qui en ont assez de cette étiquette qu'on leur colle toujours sur le dos: «Artamis = dealers = violence = insécurité pour tout le quartier». Ce sont ces gens eux-mêmes qui demandent de l'assistance. Ils l'ont demandée à la police; après bien des discussions, les îlotiers ont réussi à persuader M. Ramseyer de les laisser intervenir; ils avaient donc, au préalable, reçu l'ordre de ne pas intervenir; c'est bizarre!

Evoquons ensuite le cas d'autres quartiers. A Geisendorf également a circulé une pétition pour demander un travailleur social hors murs. Je suis d'accord avec vous: ce n'est pas un travailleur social qui va résoudre la question, mais il s'agit maintenant d'en prendre conscience. Ce n'est pas une nouveauté en ville de

Genève; cela se fait dans toutes les autres communes genevoises. Les communes de Carouge et de Bernex ont essayé de résoudre de manière intercommunale le problème des jeunes qui divaguent, qui naviguent dans les quartiers parce qu'ils n'ont plus d'attaches ni de travail. Cela, c'est un vrai problème, et les travailleurs sociaux eux-mêmes le reconnaissent.

Je suis désolé, on ne peut pas se voiler la face en disant: «Tout va très bien, Madame la marquise!» Cela n'est pas vrai. Ce qui est demandé dans cette motion, c'est que la Ville s'engage elle aussi pour répondre vraiment à ce problème, et ce non pas uniquement par la répression – la police fait son travail – mais grâce aux îlotiers. Il ne suffit pas de faire de la répression; il faut écouter, savoir qu'il y a des causes dont nous sommes tous responsables. Un travailleur social hors murs, pour un quartier ou pour un autre, c'est un début de sensibilisation.

Je pense que la motion vise à montrer que nous, les politiques, nous devons aussi être présents dans les quartiers, sur le terrain pour nous rendre compte de ce qui s'y passe et essayer d'amorcer un vrai dialogue. L'Alternative avait lancé la politique de médiation en 1992. Celle-ci existe toujours; il s'agit, par exemple, d'Intermed Jonction, où l'on reçoit des personnes en conflit – ce ne sont pas spécialement des jeunes, on est d'accord, il ne s'agit pas tout à fait de la population dont traite la motion. Il faut donc que nous aussi, les politiques, donnions un signe clair. Nous devons intervenir, parce que c'est la population et les professionnels qui nous le demandent. J'espère que cette motion sera soutenue massivement. (*Applaudissements.*)

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Pour le PDC, il est évident que tout doit être mis en œuvre afin de développer la prévention et la résolution des problèmes relationnels qui risquent de déraiper vers des conséquences douloureuses pour tous. La plate-forme contre l'exclusion instaurée par la Ville de Genève est un exemple réussi de collaboration et de partenariat, où des signes de médiation et de prévention sont déjà tout à fait visibles. Le magistrat en charge des affaires sociales nous a annoncé l'engagement d'un «Monsieur Jeunesse» qui, si j'ai bien compris le contenu de cette motion, répondra en partie aux souhaits des motionnaires.

Toutefois, il est judicieux d'étudier en commission le sens et le contenu du mandat des futurs travailleurs sociaux hors murs, car ceux-ci seront bien sûr porteurs de l'image de la Ville de Genève et de la volonté du secteur social de travailler également hors les murs. De plus en plus, les travailleurs sociaux ont pris conscience du fait que ce n'était pas seulement dans les bureaux qu'il fallait accueillir les gens, mais aussi en allant au-devant d'eux, hors les murs. Il est vrai que le rôle de ces professionnels de la mise en relation est essentiel et arrive à

point nommé, car il est complémentaire à celui des agents de ville. Vous ne m'en voudrez pas, Monsieur le président, de plagier un ministre français du bon roi Henri IV qui disait que labourage et pâturage étaient les deux mamelles de la France.

Le président. Sully!

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon. Oui, M. de Sully disait cela. Eh bien, j'ose dire que prévention et médiation sont les deux mamelles de la lutte contre l'exclusion et je n'ai pas peur de l'affirmer! Prévention et médiation ne sont pas des mots vains, au moment où des liens autres que les «links» d'Internet doivent être encouragés pour mettre en relation les habitants d'un même quartier, les gens de toutes les générations et de toutes les cultures.

Bien sûr, des tensions existent et existeront toujours, Monsieur le président, vous le savez bien, elles sont inévitables, et elles sont même un signe de vie. N'en ayons donc pas peur, mais osons les affronter là où elles sont, c'est-à-dire dans la rue. Le travail de rue en réseau est exemplaire, c'est une des meilleures façons d'anticiper ces tensions. C'est pourquoi, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, au nom du PDC, je vous invite à renvoyer cette motion à la commission sociale.

M. Alain Fischer (R). Le groupe radical, vu l'ordre du jour surchargé, sera bref. Ayant conscience du problème qui se pose dans notre ville, nous demandons tout simplement le renvoi de cette motion à la commission sociale. Je pense que le débat devra se faire dans ce cadre-là plutôt qu'en séance plénière.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Notre groupe votera bien évidemment la prise en considération de la motion et son renvoi à la commission sociale. Je dirai simplement quelques mots pour souligner pourquoi il est important de la renvoyer à ladite commission. Certaines choses ont déjà été formulées et je ne les répéterai pas, mais il faut quand même faire une distinction: les éducateurs de rue font un travail individuel de suivi dans la rue, qui concerne la Protection de la jeunesse.

C'est un vrai problème pour ce service, qui manque de moyens et de politique dans ce sens-là. Les animateurs socioculturels que l'on voudrait que la Ville mette à la disposition de Genève doivent travailler non pas en électrons libres, mais dans le cadre d'une politique d'ensemble, de réseau, que la Fondation genevoise

pour l'animation socioculturelle qu'est la FASE, responsable des centres de loisirs et maisons de quartiers, met en place. C'est dans ce sens-là que nous souhaitons que la Ville mette des moyens à disposition.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Je tiens à remercier les motionnaires d'avoir posé le problème de la médiation et de la prévention dans les quartiers. Comme l'ont relevé les orateurs précédents, le travail de la commission va être très intéressant. Je suis sûr que le rapport va apprendre beaucoup de choses à ceux qui ne sont pas au courant de certains détails. Il faut avoir en tête, en acceptant cette motion et en la renvoyant en commission pour qu'on y effectue un travail très actif à ce niveau, que nous allons vivre au mois de juin, à Genève, un événement très important, le Sommet mondial pour le développement social. Je tiens donc à remercier encore une fois les motionnaires d'avoir posé le problème dont nous traitons pratiquement en même temps que va se dérouler ce sommet.

La commission pourra aussi aborder le problème des centres sociaux sur le plan cantonal, au niveau des autres communes et de l'Etat. Depuis de nombreuses années, on parle de l'Hospice général, des centres sociaux de la Ville de Genève, des infirmières, des soins à domicile, etc., mais on est tous un peu dans l'expectative des mesures qui devraient être prises. Les personnes – comme mon épouse – qui travaillent dans ce domaine s'interrogent: que vont-elles faire, que vont-elles devenir? Je peux vous dire qu'elles sont touchées par ce type de problèmes. Si l'on pouvait relancer le traitement de toute cette affaire... Je compte sur la commission sociale, elle peut faire un travail formidable et je suis sûr qu'une collaboration va s'établir avec M. le conseiller administratif Tornare; je sais qu'il est ferré sur ce domaine.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). En tant que motionnaire représentant des Verts, j'aimerais simplement rappeler à une certaine partie du Conseil municipal que les deux postes plus ou moins proposés dans cette motion ont failli figurer dans le budget 2000, suite aux bonnes nouvelles concernant la situation financière de la Ville. Mais je dois reconnaître que l'Alternative, dans sa grande sagesse, a patienté avant de présenter cette motion concernant la problématique dont nous débattons, et c'est pour cela qu'elle nous arrive maintenant. Je tiens à signaler que la commission sociale et de la jeunesse va auditionner jeudi prochain M. Deuel, délégué à la jeunesse, ainsi que M. Tornare; nous serons donc à même d'avoir plus de précisions.

Pour l'instant, en l'état, nous vous encourageons évidemment vivement à voter cette motion afin qu'elle soit renvoyée à la commission sociale. J'ai entendu

certaines conseillers municipaux affirmer qu'il s'agit d'un projet inadéquat; justement, allons en discuter à la commission sociale! Quant à moi, j'aurais peut-être voulu entendre aujourd'hui deux ou trois mots de la part du magistrat pour savoir ce qu'il en est de ce projet.

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). En ce qui nous concerne, nous soutiendrons bien entendu le renvoi de cette motion à la commission sociale. Nous n'allons pas allonger le débat ici. Nous aurons en main, lors de la discussion en commission, tous les éléments nécessaires pour répondre au mieux aux demandes de cette motion.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Au-delà des propos qui ont été prononcés tout à l'heure au nom du groupe libéral, j'aimerais ajouter deux choses. L'une concerne le droit d'occuper l'espace public, et ce sans jugement de valeur. Je dis cela pour la raison suivante: finalement, ce qui est offert aux personnes visées par cette motion, c'est souvent d'occuper l'espace public en donnant ainsi l'impression d'être bras ballants, situation évidemment inacceptable dans une société à caractère social avancé. On offre aussi à ces jeunes – ce qui, semblerait-il, est beaucoup plus social – d'être des consommateurs de 022 Télégenève, qui va diffuser à la même seconde sur 125 chaînes 125 fois le même feuilleton complètement débile ou, si ce n'est pas cela, l'un des jeux qui ne le sont pas moins.

J'aimerais vous dire que je suis, pour ma part, beaucoup plus concerné par ce qui est offert à ceux qui restent chez eux que par ceux qui ont le courage d'être dans la rue pour manifester leur désapprobation par rapport à cette «aculture» que, sans le vouloir, les motionnaires défendent indirectement.

Je ferai une deuxième remarque pour vous informer que, dans le cadre de mon activité professionnelle, j'avais l'usage il y a quelques années d'accepter des nominations d'office et, de ce fait, de m'occuper de petite ou moyenne délinquance. Ce que je peux vous dire, c'est que je n'ai jamais vu de délinquance naître dans des préaux d'école ou sur des places ici ou là. Il y a des lieux pour la délinquance et, en général, je ne vous cache pas que les bandes ont davantage tendance à se former dans des bars et en d'autres lieux qui mériteraient effectivement beaucoup plus d'attention que les espaces apparemment dévolus à la délinquance selon l'idée des motionnaires.

Mon opinion est de dire qu'il s'agit de permettre aux uns et aux autres de vivre dans l'espace public, cela sans jugement de valeur. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas offrir de systèmes d'encadrement; ceux-ci existent, comme l'a dit M. Henry, ils font leur travail avec le maximum de soin, mais cela ne signifie

pas pour autant qu'il faille crier haro sur le baudet en désignant des personnes qui ne demandent rien, peut-être parce qu'elles ne requièrent rien. Je vous remercie de votre attention.

M. Alain Marquet (Ve). Je m'exprimerai très brièvement pour rappeler que la commission sociale, qui recevra très probablement cet objet, pourra s'appuyer sur les travaux ayant été menés pendant la Journée plan jeunesse organisée par M. Tornare, journée au cours de laquelle nous avons pu entendre un intervenant qui travaillait sur le terrain à Jérusalem et nous avait décrit avec enthousiasme son action et celle des responsables dont il avait la charge.

J'aimerais quand même relever un problème que la commission sociale ne pourra pas laisser de côté et qui avait semblé mettre certains travailleurs sociaux sur les pattes arrière, à savoir que le malaise ou le besoin social d'aide ne se termine pas le vendredi à 18 h ou à 19 h pour reprendre le lundi à 9 h. Il sera donc forcément nécessaire d'étudier des possibilités d'aménagement des horaires des travailleurs sociaux de la Ville de Genève, afin qu'ils soient présents sur le terrain à des heures où l'on a réellement besoin d'eux, peut-être encore plus que pendant la semaine.

M. Robert Pattaroni (DC). Je tiens à dire que j'appuie totalement les propos de M. Marquet en ce qui concerne les horaires des travailleurs sociaux. J'avais participé avec beaucoup d'intérêt à cette très intéressante Journée plan jeunesse organisée par M. Tornare, ce dont notre parti le remercie sincèrement. A cette occasion, j'avais entendu l'un des intervenants à un débat dire qu'il y avait quand même beaucoup de médiateurs sociaux et qu'il s'agissait de bien coordonner leur activité. C'est probablement ce qui va être discuté en commission. Mais un chiffre avait été donné: il y a quelques années, dans le quartier de la Roseraie, on avait paraît-il recensé plus de 30 organismes intervenant auprès des jeunes de différentes manières, au cycle d'orientation et dans toute une série de services. Je pense donc que c'est une chose à bien mesurer.

Quant à la gravité de ce qui se passe et se développe dans les rues, malheureusement, on peut se référer à ce qui a récemment eu lieu dans une ville de Suisse romande où un bijoutier a été tué par deux jeunes. Mais le drame, c'est tout ce qu'il y a derrière la vie de ces jeunes, par rapport à la famille, etc. Je pense qu'il est vraiment très important d'aller au-devant de ces jeunes en difficulté.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Monsieur le président, vous transmettez à M. Froidevaux que je suis tout à fait d'accord avec son intervention. Il ne s'agit

pas, dans cette motion – je pense qu'on s'est mal compris – de désigner une partie de la population en particulier, à savoir les jeunes, comme étant source de problèmes en ville et nécessitant la mise en place de travailleurs sociaux pour s'en occuper. La motion dit aussi autre chose: elle souligne qu'il est nécessaire d'apporter un soutien à l'ensemble des jeunes et également qu'il semble qu'il y ait des problèmes de coexistence entre les générations.

Quand on demande que des travailleurs de rue, ou hors murs, puissent aller la nuit dans les quartiers, c'est aussi pour évaluer le type de problèmes qui s'y posent. Ne sont-ils pas aussi ceux des adultes ou des personnes qui vont travailler le matin à 7 h, manquent de tolérance et sont parfois violents envers les jeunes? Enfin, il y a toutes sortes de problèmes possibles. Faire de la médiation, ce n'est pas accuser l'une ou l'autre des parties, c'est simplement faire la part des choses entre ce qui pourrait être des brouilles – c'est-à-dire prévoir, par exemple, un petit aménagement de quartier susceptible d'améliorer la situation ou de régler les problèmes dans un quartier – et d'autres problèmes relevant quant à eux de la protection de la jeunesse, de la délinquance ou autre. Il s'agit donc bien de procéder à des évaluations et de soumettre des propositions, non de désigner *a priori* les jeunes comme constituant un problème dans notre ville.

M. Roman Juon (S). Je vais être très bref et dire simplement, Messieurs Henry et Froidevaux, que je souhaite que vous participiez à la commission sociale pour débattre de ce sujet. Pour ma part, je suis très heureux de ce qui se passe ce soir, parce que je suis directement intéressé de par mon travail, qui me place au bout des maillons de la chaîne, si vous voulez. Cela fait quand même dix-huit ans que je m'occupe des places de jeux, et ces lieux sont très fréquentés. Il y a des problèmes intergénérationnels, c'est inévitable. Si vous étiez bien intégrés dans vos quartiers – cela se passe aussi à Champel, à Florissant et dans les quartiers habités par des gens de droite, ou ailleurs – vous observeriez de réels problèmes de coexistence entre générations. Vraiment, vous fermez les yeux, vous ne voulez pas voir ce qu'il en est.

Actuellement, toutes les personnes que vous avez citées, que ce soient des îlotiers cantonaux ou municipaux, font leur travail de médiation mais sont submergées. J'évoque simplement trois lieux en ville – je ne veux pas vous donner leur nom – où se retrouvent actuellement des bandes de jeunes qui n'ont rien à voir avec l'école de l'endroit, ni même avec la ville à la limite, mais qui viennent d'ailleurs et sont flanqués de leur pitt-bull, parce que c'est la mode, pour se faire remarquer et embêter les concierges. Alors, vous voyez où en est la situation! Un concierge s'est récemment fait rayer sa voiture – les dégâts reviennent à 5000 francs – parce qu'il faisait trop bien son boulot.

Les problèmes, vous allez les découvrir en commission. Vous verrez que ce que notre collègue Manuel Tornare a entrepris est tout à fait dans le vent. M^{me} Bobillier, qui est intervenue tout à l'heure, le sait très bien, puisqu'elle était, avec Véronique Pürro et Nathalie Favre, l'une des premières personnes à avoir mis le doigt sur les problèmes qui existent dans les quartiers. Toutefois, vous, vous ne les voyez peut-être pas, parce que vous rentrez trop tôt chez vous le soir, que vous êtes fatigués et que vous vous levez tôt le matin. Cela se passe la nuit.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je remercie les auteurs de cette motion, parce qu'il est vrai qu'ils mettent sur la table des problèmes qui existent depuis bien longtemps. Il faut rendre hommage à certains conseillers municipaux, dont Roman Juon, qui, depuis de nombreuses années, ont insisté sur le sujet en question. Il est vrai que l'on a pris du retard dans ce domaine lors de la précédente législature. Il convenait donc, depuis le 1^{er} juin 1999, de rattraper le temps perdu.

Certains conseillers municipaux ont dit que, dans certaines villes périphériques – je pense à Vernier, Plan-les-Ouates et Lancy – des travailleurs de rue sont déjà en fonction, et que nous sommes en retard par rapport à ces démarches politiques intéressantes. J'ouvrirai quand même une petite parenthèse: nous subventionnons une partie des travailleurs de rue de Vernier, lesquels exercent des activités sur le territoire de notre commune. Nous ne sommes donc pas totalement en retard, mais il est vrai qu'il faut maintenant, dans ce domaine-là, «mettre le turbo».

Certains ont rappelé la Journée plan jeunesse du 14 mars dernier; je remercie encore une fois les conseillères municipales et les conseillers municipaux qui y ont participé – environ 300 personnes issues de tous les milieux où l'on travaille pour la jeunesse ont fait de même, que cela soit dans le cadre du Canton, de la Ville, des communes, des associations.

C'était une journée extrêmement intéressante au cours de laquelle, comme l'a rappelé un de vos collègues écologistes, nous avons pu entendre M. Cohen-Solal, juif pied-noir, qui vit à Jérusalem depuis une vingtaine d'années et travaille dans cette ville où il y a énormément de délinquance et de conflits sociaux terribles. En cinquante ans, la population de Jérusalem est passée de 50 000 à 1 million d'habitants. Il est donc compréhensible qu'il y ait des problèmes, avec, en plus, toutes les tensions ethniques et religieuses que vous connaissez. M. Cohen-Solal, qui est aussi conseiller pour des municipalités françaises, nous a apporté ses lumières et cela a été d'un grand intérêt. Un «brainstorming» a été réalisé avec tous les participants lors de cette journée d'étude. Comme M. Pattaroni l'a rappelé, nous

avons dit qu'il fallait songer à l'ouverture des maisons de quartier et des centres de loisirs le samedi et le dimanche, ce qui a parfois provoqué des réactions négatives de certains travailleurs sociaux.

La résistance au changement est bien connue, mais il faut aussi que ces personnes comprennent que l'on doit être à la disposition des jeunes et non le contraire, si l'on veut mener une action préventive donnant satisfaction et débouchant sur des conséquences constructives. Cette motion, après que vous l'avez déposée au Conseil municipal, était reportée de séance en séance vu les ordres du jour chargés, en onze mois, le département des affaires sociales a cependant énormément travaillé sur ce sujet.

Nous avons nommé un «Monsieur Jeunesse», M. Claudio Deuel, animateur à la Maison de quartier des Acacias. En tant que délégué à la jeunesse, il aura un administrateur, parce qu'il faut qu'il travaille avec une équipe et une secrétaire. M. Deuel aura sous sa responsabilité deux animateurs de rue qui seront engagés temporairement comme temporaires – comme vous, je suis contre les temporaires – et j'espère bien, comme je vais m'en expliquer dans un instant, que vous voterez les crédits nécessaires pour que ces deux collaborateurs ne soient plus temporaires. Le Conseil municipal et la commission sociale seront régulièrement tenus au courant de l'avancement de la réflexion menée sur cette problématique et sur les décisions proposées.

Quant au financement du plan jeunesse et de toutes les actions sociales prévues dans le cadre de celui-ci, comment trouver l'argent? Comme l'a dit un conseiller municipal écologiste il y a un instant, le 18 décembre 1999, le maire de la Ville de l'époque, M. Pierre Muller, s'était fait l'écho du Conseil administratif en marquant son intention de dégager pour le social 2 millions de francs pris en provision sur le boni. Il est vrai que cette somme – puisque les chefs de groupe voulaient que ce soit une intention – n'avait pas été provisionnée.

Il s'agit donc maintenant d'examiner un crédit d'étude qui sera présenté en séance plénière à la fin du mois de juin et certainement renvoyé par vous-mêmes en commission. J'ai ici le texte qui va être remis demain matin à M^{me} Sagace et que vous recevrez dans votre enveloppe avec la convocation pour le mois de juin. Ce crédit d'étude prévoit des sommes destinées à être utilisées dans le sens que vous souhaitez. Dans le cadre du programme travail social hors murs, par exemple, nous vous proposons de voter un montant de 540 000 francs. Il est vrai que cela coûte! Mais ce sont des investissements auxquels nous devons procéder si nous ne voulons pas qu'un jour la tension explose dans certains quartiers où celle-ci est vive, comme l'a dit Roman Juon; je pense à Planète Charmilles ou à la Jonction.

Dans ces 2 millions de francs pris sur le boni pour le social, j'ai voulu que soit comprise une revitalisation de certains centres de loisirs ou maisons de quartiers.

En effet, je continue à faire la tournée de ces maisons de quartier et centres de loisirs et je m'aperçois que certaines maisons de quartier sont dans un état de délinquescence inadmissible pour une municipalité. Monsieur René Grand, je pense à la Maison de quartier de la Jonction, qui n'a pas été rénovée depuis l'époque du conseiller administratif démocrate-chrétien Buenzod, c'est-à-dire dans les années 70. (*Remarque de M^{me} Ecuillon.*) Madame Ecuillon, ce n'est pas de sa faute, ce n'est pas ce que je dis, ne déformez pas mes propos! Il faut donc vraiment rectifier le tir et faire en sorte que certains lieux soient rénovés afin d'être mieux mis à la disposition des jeunes.

Il faut également trouver des locaux pour les jeunes – tel était le sens des paroles de M. Cohen-Solal – qui ne soient pas des squats, mais des lieux qu'ils puissent investir, dans le bon sens du terme, sous la responsabilité d'animateurs sociaux, comme cela se fait à Jérusalem avec succès. Nous avons aussi à vous soumettre divers projets destinés à la jeunesse et correspondant à peu près à 500 000 francs sur le total de 2 millions dont je vous ai parlé. Je ne veux pas faire ici le travail qui sera réalisé en plénum ou en commission au mois de juin, mais vous verrez que nous allons vraiment dans le sens que vous souhaitez.

Quant au cahier des charges des travailleurs sociaux hors murs dont certains s'inquiétaient, vous l'aurez en détail dans la proposition qui vous sera transmise prochainement dans votre enveloppe de convocation. Sa réalisation nous a vraiment demandé une réflexion très pointue, que nous avons menée avec Claudio Deuel et d'autres responsables de mon département allant dans le sens de ce que souhaitent tant les professionnels spécialisés dans ce domaine que les conseillers municipaux et conseillères municipales qui s'intéressent à ces questions-là. Cette politique sera bien évidemment suivie en accord avec Claudio Deuel et votre serviteur.

Mentionnons quand même quelques-unes des mesures d'urgence qui devront être prises durant cet été; en effet, certains – Roman Juon, Alain Marquet ou d'autres – s'inquiétaient de ce qui pourrait se passer à cette période. Eh bien, des actions d'urgence auprès des jeunes sont déjà prévues à la Jonction, sur le site d'Artamis, sur la plaine de Plainpalais, dans le quartier de Saint-Jean – vous savez qu'il y a de la délinquance et de la violence dans ce dernier quartier, dans les parcs en particulier.

Nous serons aussi «condamnés», dans le bon sens du terme, à travailler en réseau avec les CASS (Centres d'action sociale et de santé). Telle est la grande réforme que je compte proposer à la fin du mois de juin au Conseil municipal, appuyé en cela par le Conseil administratif: les CASS – en tout cas en ce qui concerne l'unité municipale – vont être réformés avec l'accord du magistrat cantonal Guy-Olivier Segond.

Pour terminer, je répondrai à votre collègue Henry du Parti libéral. Je pense qu'il ne faut pas tirer sur M. Henry. Je crois que sa démarche – il a le droit d'avoir ses idées – est idéologiquement bien connotée, mais qu'il devrait peut-être davantage parler de cette notion de médiateur avec Martine Brunschwig Graf, laquelle, tout en étant de son parti, n'a pas forcément les mêmes opinions que lui. On ne peut pas faire de la médiation avec des personnes en uniforme; les jeunes en difficulté n'apprécient pas forcément ce genre d'action sur le terrain.

Le président. Monsieur Tornare, cela fait dix minutes que vous parlez.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Voilà, Monsieur le président, excusez-moi d'avoir été prolix, mais je crois qu'il faut quand même donner réponse à certaines inquiétudes, comme nous l'a demandé M^{me} Virginie Keller Lopez il y a un instant. Je crois donc avoir apporté les réponses souhaitées.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Monsieur le président, rassurez tout de suite M. Tornare, je ne vais pas non plus lui tirer dessus. Toutefois, je souhaite faire deux remarques suite à sa déclaration. D'abord, je viens d'apprendre que Genève, c'est Bronx-sur-Léman, qu'il est urgent d'intervenir, que nous avons des problèmes sociaux et que nous sommes au bord de l'éclatement social, ce qui a motivé les réactions urgentes de notre magistrat. Cela concerne l'ambiance que l'on peut tous ressentir dans les rues, évidemment. J'ironise.

Sur la forme et par rapport à ce que vient de dire le magistrat, je m'étonne un tout petit peu. Même si cette motion a été déposée il y a plusieurs mois, on apprend en fait maintenant que les travailleurs sociaux qu'elle demande sont déjà pratiquement engagés, ne serait-ce que de manière temporaire, que les crédits...

Une voix. Temporairement temporaires!

M. Jean-Pierre Oberholzer. ... engagés comme «temporairement temporaires», mais enfin, c'est quand même fait! Je ne vois donc pas très bien à quoi notre Conseil peut servir ce soir, que l'on renvoie cela en commission ou pas, puisque le Conseil administratif vient nous dire: «Je vous ai lus, je vous ai compris, je vous ai exaucés.» Mais il n'a pas attendu notre avis!

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur Oberholzer, vous siégiez au bureau et n'étiez peut-être pas très attentif à ce moment-là, mais vous

avez entendu vos collègues conseillers municipaux qui, depuis le 1^{er} juin 1999, demandent que des mesures d'urgence soient prises pour que l'été soit calme. C'est pour cela que mon département a pris les devants en engageant temporairement, comme je l'ai dit, des employés temporaires. J'espère bien que ceux-ci, s'ils donnent satisfaction, pourront être engagés de manière définitive grâce à un crédit voté par le Conseil municipal. Gouverner, c'est prévoir, le rôle du magistrat est de trouver des solutions pour éviter que l'été soit «chaud» et «explosif» dans certains quartiers.

Monsieur Oberholzer, vous faites partie de la commission sociale où ont été auditionnés, je crois, les représentants d'associations de certains quartiers, entre autres de Planète Charmilles. Vous savez que, même si Planète Charmilles n'est pas le Bronx, il y a là-bas de réels problèmes. Le concierge de l'école de Planète Charmilles, membre de l'association de quartier auditionné par la commission sociale, vous l'a dit. Il s'agit de quartiers qui, tout à coup, nécessitent une organisation énorme et n'ont pas encore pris un certain rythme de convivialité, d'où des problèmes sociaux extrêmement importants. Peut-être – je ne veux cependant pas vous adresser des critiques – dans vos milieux, comme l'a dit un conseiller municipal il y a un instant, n'êtes-vous pas très sensibles à ces questions concernant des quartiers populaires où vous n'êtes pas présents!

M. Pierre Muller, conseiller administratif. J'interviens deux secondes, tout simplement pour vous dire que je me prends à jouer le rôle de la vestale de l'orthodoxie budgétaire après avoir entendu mon collègue Tornare et certains d'entre vous. Je vous rappelle que, lorsque le Conseil administratif a pris un engagement, le 18 décembre 1999, lors de l'examen du budget 2000, nous avons parlé d'actions sociales d'urgence. En l'occurrence, je suis forcé de constater que les propositions faites tout à l'heure ne concernent pas uniquement des actions sociales d'urgence, mais mentionnent des montants destinés au fonctionnement habituel. A mon avis, tel n'est pas véritablement le sens de l'affectation de ces 2 millions de francs décidée lors du débat budgétaire pour l'an 2000.

Je prendrai seulement un exemple pour illustrer une action sociale d'urgence. Il s'agit de celle que j'ai prise – Monsieur Mino, vous me regardiez tout à l'heure, et j'ai pensé à vous et à M^{me} von Arx – à propos de problèmes d'habitation urgents à régler concernant les Kosovars. Voilà une véritable action sociale d'urgence; en effet, il fallait trouver des logements, habiller ces personnes, les installer, les chauffer. Mais, quand il s'agit de fonctionnement, Mesdames et Messieurs, il y a une certaine rigueur budgétaire à suivre. J'attire donc votre attention sur ce point, et gardez cela à l'esprit avant d'entamer la discussion sur des crédits pour le social lors de la prochaine session.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Vous permettez, je ferai juste une petite remarque. Il me semble que, depuis hier soir, on fait beaucoup de sociologie géographique à bon marché concernant les quartiers de la ville en disant: «Moi qui suis de gauche, qui habite Champel, moi qui suis de droite, qui habite de l'autre côté», etc. Je trouve que c'est une habitude un tout petit peu désastreuse et je n'aimerais pas que ce Conseil continue dans cette direction, sinon, je vais aussi finir par jouer à ce petit jeu: je suis né à Champel, j'y ai vécu vingt-cinq ans. Depuis bientôt quinze ans maintenant j'habite à 350 m de Planète Charmilles; je vous assure que je rentre régulièrement assez tard chez moi le soir et que je n'ai pas senti le frémissement d'une guerre de rue allant se déclarer prochainement.

Le président. Je donne la parole à M. Manuel Tornare. (*Protestations.*)

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je regrette de devoir intervenir, Monsieur le président. Monsieur Oberholzer, nous n'arrêtons pas de recevoir des téléphones de personnes appartenant à vos milieux. Lors de la séance d'hier soir encore, au moment des questions orales, M^{me} Ecuillon nous a parlé de bancs dégradés au parc Geisendorf et de mesures qu'il faut prendre dans certains parcs. Une ancienne conseillère municipale socialiste a été agressée deux fois dans le parc de Saint-Jean, ce qui fait que certains d'entre vous m'ont téléphoné pour que l'on prenne des mesures et que l'on demande à des entreprises de sécurité de veiller à ce qu'il ne soit pas dangereux de circuler le soir dans ces parcs. Et après cela, vous niez l'évidence! Il faut arrêter, c'est contradictoire, et ce n'est pas une question de gauche ou de droite mais de réalité sociologique. Malheureusement, si l'on ne veut pas que la situation empire, il faut prendre des mesures maintenant.

M^{me} Alice Ecuillon (DC). J'aimerais juste apporter une petite précision. Je crois que M. Tornare m'a mal comprise hier soir. J'ai dit que les bancs étaient absolument sales, pas qu'ils étaient dégradés parce qu'il y avait des tags ou quelque chose comme cela sur ceux-ci. Ils sont vraiment sales, mais il s'agit seulement de saleté et non pas de dégradation. Ces bancs sont simplement dégoûtants!

Mis aux voix, la prise en considération de la motion et son renvoi à la commission sociale et de la jeunesse sont acceptés à la majorité (quelques oppositions).

**8. Motion de MM. Pierre Reichenbach et Jean-Charles Rielle:
«Ouragan Lothar: Ville de Genève solidaire» (M-60)¹.**

PROJET DE MOTION

Considérant:

- que, à la lecture du rapport du Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE), les arbres de la Ville de Genève ont subi peu de dégâts lors de la tempête de fin décembre 1999;
- que la Ville de Genève (SEVE) entretient son parc arboricole municipal avec suivi et efficacité;
- que les destructions d'arbres sont beaucoup plus importantes dans des communes environnantes de Suisse et de France voisine;
- que la solidarité intercommunale doit être de règle dans le cadre des destructions provoquées par les ouragans de décembre 1999,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'intervenir auprès des municipalités sinistrées en leur proposant des arbres provenant de nos contrats de culture.

M. Pierre Reichenbach (L). Le 19 janvier 2000, lors d'une séance du Conseil municipal, M. Tornare nous informe de l'état des arbres à Genève après le passage de l'ouragan Lothar; et c'est ce soir que l'on discute de la motion y relative. Je vous dirai néanmoins, chers collègues, qu'elle est toujours d'actualité.

Les bilans ont été faits, et c'est maintenant que l'on peut connaître les besoins auxquels il s'agit de répondre. J'avais un peu peur qu'on oublie que le prochain ouragan prévu s'appellera Murielle... car on choisit alternativement un nom d'homme et un nom de femme! On sait par la météorologie que se poseront alors encore certains problèmes.

Chers collègues, je crois en définitive que l'état des forêts ne peut pas s'améliorer si rapidement que cela. Certains connaissent les petits sites qui se trouvent à différents endroits de Suisse romande et de France voisine et dont on a vu les images à la télévision. Tel arbre sur une place de village a souffert de l'ouragan, il a été mutilé, et c'est maintenant, malheureusement, que l'on constate qu'il faudra l'abattre! La qualité du travail fourni par le SEVE peut servir à d'autres municipalités. Les expériences que nous avons vécues à Genève, la résolution des problèmes provoqués non seulement par l'ouragan mais aussi par la vie citadine, démontrent que le SEVE peut apporter beaucoup.

¹ «Mémorial 157^e année»: Annoncée, 3228.

Une fois la misère de l'ouragan passée, le constat était amer. Aujourd'hui que la solidarité va s'organiser – du moins, je le souhaite – la nature pourra reprendre ses droits, et je serai fier que ce soit avec l'aide de la Ville de Genève. Je sais que M. le magistrat Tornare y est sensible.

Je ne veux pas relire la motion, puisque vous l'avez sous les yeux. La seule chose que je requiers, chers collègues, Mesdames et Messieurs, c'est que le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'intervenir, de prospecter les besoins auprès des municipalités sinistrées, et Dieu sait s'il y en a. Monsieur Tornare, j'ai eu pour ma part des contacts avec des maires de France voisine. Nous pourrions leur proposer des arbres provenant de nos contrats de culture et – pourquoi pas? – notre savoir-faire, ce qui ne coûtera pas grand-chose mais pourra apporter beaucoup à ceux qui ont souffert de la perte de leurs arbres, lesquels avaient pour chacun et pour tous une histoire.

M. Jean-Charles Rielle (S). Le temps passant et avec notre ordre du jour surchargé, je pensais que ce débat à propos de Lothar allait tomber un peu comme un cheveu sur la soupe. Cependant, encore hier soir, on voyait à la télévision le désarroi à long terme des sinistrés, notamment de forestiers, de gens qui avaient investi dans la forêt et qui, dans la région de Bordeaux, étaient totalement désemparés. Naturellement, il suffit encore d'aller se promener dans la nature pour constater que les dégâts sont toujours observables et que la motion que j'ai cosignée avec Pierre Reichenbach est plus que jamais d'actualité. Je demande donc effectivement au Conseil municipal de manifester toute la solidarité de la Ville de Genève, notamment en mettant à disposition les compétences du SEVE, pour aider d'autres municipalités.

Préconsultation

M. Pierre Losio (Ve). M. Rielle, en parlant de forestiers et de dégâts causés à la forêt, vient de faire allusion à l'amendement que je voulais déposer au nom du groupe des Verts. Effectivement, le problème de la reforestation touche très instantamment bon nombre de communes. Il faut savoir que les contrats de culture et que le SEVE, qui s'en est occupé jusqu'à maintenant, ne «nourrissent» – si je peux me permettre l'expression – pas d'arbres de reforestation mais possèdent des arbres d'alignement.

C'est pour cela que nous avons déposé un amendement à cette motion, lequel demande que, au cas où les arbres proposés ne feraient pas l'affaire, le Conseil administratif prenne toutes les dispositions nécessaires de façon à exprimer autrement la solidarité qui fait l'objet de cette motion. Cela peut se traduire en

heures de travail, par la mise à disposition des compétences, le prêt de matériel technique, l'allocation d'une somme d'argent pour participer à la reforestation. Les communes rurales n'ont pas forcément besoin d'arbres d'alignement mais surtout d'arbres de reforestation. Le SEVE, particulièrement en proposant des heures de travail, des machines ou des équipements, ou encore en allouant éventuellement des sommes d'argent peut également témoigner de la solidarité que vise cette motion. Bien entendu, nous souhaitons que celle-ci soit renvoyée au Conseil administratif. L'amendement des Verts complète la fin de l'invite par ce qui suit:

Projet d'amendement

«ou de prendre toutes mesures visant à réaliser concrètement la solidarité exprimée par la motion.»

M. Pierre Reichenbach (L). Bien entendu, nous pensons que l'amendement apporté par les Verts est intéressant. Vous avez vu que j'ai en quelque sorte ouvert la discussion; ce n'était peut-être pas le 19 janvier qu'il fallait le faire, mais, maintenant, on connaît exactement les besoins à combler. Ils sont la plupart du temps d'ordre technique, et l'on peut donner certains conseils. Il y a la question des arbres d'alignement, c'est certain. Je pense aussi au savoir que le SEVE apporte. Je vous rappelle également que Genève est quand même un pôle d'attraction pour ce qui est de la culture des arbres. La Ville de Genève s'enorgueillit d'un jardin botanique; des chercheurs et des savants ont planché sur ces questions. Je crois que la Ville de Genève peut être un phare par rapport aux dégâts causés par Lothar, mais cela ne veut pas dire que cela va coûter extrêmement cher. Un conseil peut être donné au maire d'une commune à propos de telle ou telle essence, par exemple, et cela ne va pas obérer le budget de la Ville. Mais je pense que M. Tornare a compris le message, comme nous l'avons compris avec M. Rielle.

M. André Hediger, conseiller administratif. Votre motion s'adresse bien évidemment à M. Tornare qui y répondra après mon intervention. Pour ma part, je vous informe que, il y a deux semaines environ, la Protection civile a envoyé 15 personnes travailler dans les forêts fribourgeoises; cette semaine, nous comptons encore 15 personnes qui œuvrent là-bas au nom de la Ville de Genève. Je me suis rendu il y a 15 jours à Villars-sur-Glâne et je peux vous assurer que les dégâts dans les forêts sont impressionnants. Là où le vent a soufflé en ligne droite, on voit des travées de sapins âgés de 50 ou 60 ans complètement déracinés et, lorsque le vent a soufflé en tourbillons au milieu des forêts, les troncs sont cassés à mi-hauteur.

A ce jour, environ 1000 personnes, réparties entre l'armée et les services de protection civile cantonaux et municipaux, ont travaillé pour remettre de l'ordre dans ces forêts en faisant preuve de solidarité et de bonne volonté. Il s'agit d'un travail très important et très compliqué.

Tout d'abord, une partie des conifères déracinés a été vendue à l'Autriche qui les a revendus en Roumanie. Même les Chinois en ont acheté! Des bateaux et des trains entiers chargés de ces arbres sont partis pour la Chine. Mais il reste passablement de troncs cassés dans les forêts et surtout énormément de branches à éliminer. En effet, les forestiers autrichiens ont pris les bons troncs et laissé les cimes et les branches. Des responsables forestiers de la Confédération et du canton de Fribourg étaient avec moi là-bas. Ils ont dû longuement réfléchir pour résoudre d'importants problèmes par rapport à la sauvegarde de la nature et de la forêt.

Que faire avec ce qui restait dans les bois? Une solution aurait été de brûler tout cela, avec tous les dangers que cela comportait: des gaz se seraient dégagés dans l'atmosphère et, en outre, la chaleur du feu aurait favorisé le développement du bostryche qui aurait contaminé les autres conifères. On sait en effet que le bostryche s'attaque exclusivement à ces derniers. On pourrait penser que tous les arbres abattus par l'ouragan qui demeurent devraient être utilisés pour le chauffage. Mais je crois que les paysans et les gens qui chauffent encore au bois ont fait passablement de réserves, notamment dans les régions fribourgeoises. Je parle surtout de Fribourg parce que j'étais sur place, à Villars-sur-Glâne. Il s'ensuit que les troncs des arbres abattus restent dans les forêts. Cela veut donc dire que, même pour la menuiserie, un certain nombre d'arbres ne sont maintenant plus bons, car trop secs. Lorsqu'ils sont venus, les Autrichiens ont arrosé les troncs avec des hydrants. Si l'on veut conserver les troncs et les utiliser en menuiserie pour en faire des planches et des poutrelles, il faudrait quasiment les tirer jusqu'au lac de la Gruyère et les laisser dans l'eau, afin qu'ils acquièrent un certain taux d'humidité. En effet, un sapin est emmené à la scierie quelques semaines après son abattage, alors qu'il possède encore un certain taux d'humidité.

Le travail effectué par la Protection civile ou l'armée consiste à former des immenses tas avec ce bois. On coupe en rondins les sapins inutilisables et on les recouvre de branches, ce qui les fait ressembler à de grosses fourmilières. Les forestiers nous ont expliqué que les gros troncs mettent entre cinq et huit ans à pourrir. Pour les souches, il faut compter à peu près quinze ans. Cela pose donc un certain nombre de problèmes aux forestiers chargés de repeupler les forêts.

Une autre décision a été prise, qui m'apparaît très importante. Nous avons maintenant des forêts de conifères dans ces régions alors que, en 1800, par exemple, il n'y avait que du feuillu. C'est à la fin du XIX^e siècle et au début

du XX^e qu'on a remplacé ces arbres à feuilles par des conifères pour des raisons de rentabilité, notamment en vue de la construction de chalets nécessitant un approvisionnement en planches. Le Conseil fédéral et les cantons sinistrés ont donc pris l'importante décision de ne plus replanter de conifères. Les forêts seront surveillées et on ne replantera ou on ne laissera pousser que du feuillu. Après le passage de l'ouragan Lothar au mois de décembre, les forestiers sont déjà en train de repérer les premières pousses d'arbres feuillus dans les forêts. Voilà l'information que je voulais vous donner.

Je pense qu'il est bien que cette motion soumette une demande à la Ville de Genève. Il faudra examiner les solutions possibles en ce qui concerne les pousses, mais je pense, quant à moi, qu'il faut travailler avec les forestiers fédéraux et cantonaux, car ceux-ci sont à même de nous dire quel type de forêt ils veulent pour demain.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je crois qu'il faut féliciter les motionnaires. Leur intention est louable. J'avais dit à Pierre Reichenbach en privé que j'avais déjà pris les devants: le 28 janvier, j'ai écrit au préfet de Haute-Savoie, M. Pierre Breuil, à Annecy, pour lui proposer le concours de la Ville de Genève, puisque nous avions été relativement épargnés par Lothar. Je n'ai jamais eu de réponse. Le 13 avril, je m'en suis plaint au consul de France à Genève, M. Antoine Frasseto. Je n'ai jamais eu de réponse. Je suis alors intervenu auprès du maire d'Annemasse, M. Borrel, pour lui demander des conseils. Il m'a dit, Monsieur Reichenbach, que la forêt de la commune, relativement pauvre, de Servoz en Haute-Savoie a été fortement endommagée. Je pense donc que nous allons vous proposer de planter de nouveaux arbres dans cette forêt de Servoz; nous viendrons peut-être devant le Conseil municipal avec une proposition de crédit.

Toujours est-il que le SEVE apporte pour l'instant son appui logistique aux communes sinistrées en Haute-Savoie ou en Suisse. Cela ne se calcule ni en crédits ni en chiffres, il s'agit plutôt d'une aide bénévole. Nous allons aller dans le sens des motionnaires, et je pense, encore une fois, qu'il faut profiter du fait que nous n'avons pas subi de gros dégâts en ville de Genève pour être solidaires comme vous le souhaitez.

M. Michel Ducret (R). Il faut savoir que le Conseil des Etats à Berne a accepté de débloquer aujourd'hui même plusieurs millions de francs pour panser les plaies causées par Lothar, notamment dans les forêts. Tel est d'ailleurs le rôle de la Confédération. Bien sûr, la Ville de Genève pourrait fournir des arbres au

prix coûtant, et c'est à cette condition-là que le groupe radical accepterait la présente motion. En effet, Mesdames et Messieurs, les arbres d'avenue ne sont pas, et de loin, des arbres de forêt, protégeant notamment contre les avalanches.

Je vous rappelle que les forêts, outre ce rôle de protection et d'équilibre qu'elles assurent dans la nature, représentent aussi des biens patrimoniaux appartenant à différentes communes et qui sont touchés par les conséquences de Lothar. Quand les biens patrimoniaux genevois sont attaqués par d'autres phénomènes, on ne voit pas beaucoup de gestes de solidarité de la part des autres communes de Suisse. Mais, effectivement, il ne s'agit pas toujours de dégâts naturels!

Au fond, pour le groupe radical, la question qui se pose par rapport à la présente motion est celle-ci: avons-nous tant de fonctionnaires en trop au SEVE pour qu'ils puissent aller travailler ailleurs que dans notre canton, dans le Jura vaudois, dans la vallée Verte ou je ne sais où? L'aide apportée par l'intermédiaire des services de la protection civile est beaucoup plus logique, Mesdames et Messieurs, parce qu'elle montre non pas la solidarité d'une administration avec d'autres communes, mais celle des Genevois, des citoyens de ce canton – et de cette ville, dans le cas de la Protection civile municipale – avec les sinistrés eux-mêmes. C'est un bien meilleur choix, une action logique qui permet aussi d'intervenir sur le terrain en réalisant des activités qui correspondent à la vocation de la Protection civile et qui sont bien plus utiles que de simples exercices pratiques.

Le groupe radical n'est pas du tout opposé à l'aide qu'a évoquée tout à l'heure M. Tornare et qui consiste à donner ponctuellement des conseils logistiques, etc. Effectivement, on peut se donner la peine d'offrir ce plus. Mais chercher à faire davantage, est-ce si judicieux que cela? En avons-nous les moyens? Cela en vaut-il la peine, alors que la véritable aide des citoyens de Genève se fait par le biais de la Protection civile et également, comme l'a effectivement dit M. Hediger tout à l'heure, par l'envoi de troupes de l'armée sur le terrain; il y a sûrement des Genevois qui en ont fait partie. Voilà notre vision de ce problème. Nous pensons que cette motion, finalement, sert de nouveau à se donner bonne conscience, mais qu'elle ne fait pas vraiment avancer les choses.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je remercie rapidement André Hediger d'avoir mis la Protection civile à la disposition des nombreuses communes sinistrées en Suisse ou peut-être en France voisine. Mais, pour répondre à M. Ducret, je crois que la Protection civile n'est pas très au courant de ce qui se fait dans le domaine botanique. Cela relève du savoir-faire du SEVE, lequel doit aussi être mis à disposition. En effet, si la Protection civile doit offrir ses bras, le SEVE doit présenter son savoir-faire. Quand on pense au cas de la rue des Glacis-de-Rive, où certains citoyens et citoyennes confondaient les marron-

niers, les hêtres et les platanes, je pense qu'il faut s'en remettre au SEVE qui, scientifiquement, est plus compétent que certaines personnes pour répondre à tel ou tel aspect de la problématique soulevée par les méfaits de Lothar.

M. Pierre Reichenbach (L). Monsieur le président, chers collègues, je voudrais que vous transmettiez un message au «citadin-collègue-radical» Michel Ducret. Lui a sûrement vu Lothar en étant assis devant son poste de télévision. Mais d'autres personnes dans cette salle ont vu Lothar sur le terrain, certains l'ont peut être même subi! Je peux vous dire une chose, c'est que l'on se rend compte alors que la nature est extrêmement puissante. Quand on doit prendre la tronçonneuse pour sortir de chez soi, même en vacances, on prend conscience du fait que les dangers sont beaucoup plus importants qu'on ne le pensait! On peut très bien se faire une idée de ce qui se passe dans les endroits touchés. Je dirai donc au citoyen Ducret que je l'invite volontiers ce week-end sur les hauts de Thônes pour lui montrer la forêt. Il pourra se faire une idée à ce sujet. Pour ma part, je n'enverrais pas des hommes de la Protection civile travailler dans les mêmes conditions que celles auxquelles les bûcherons ont été soumis. Je souhaite expliquer un peu ce qui s'est passé à M. Ducret. Je le verrai après la séance, peut-être à la buvette, pour lui montrer que l'on ne coupe pas des sapins comme on coupe des marguerites!

A la rigueur, ce que nous demandons, nous, c'est que la Ville de Genève offre son savoir et sa logistique pour réaliser des travaux constructifs. Il ne s'agit pas de couper des rondins pour les mettre en tas, mais de régénérer la nature qui en a besoin.

Mis aux voix, l'amendement des Verts est accepté sans opposition (quelques abstentions).

Mise aux voix, la motion amendée est acceptée à la majorité (2 oppositions).

La motion est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'intervenir auprès des municipalités sinistrées en leur proposant des arbres provenant de nos contrats de culture ou de prendre toutes mesures visant à réaliser concrètement la solidarité exprimée par la motion.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

9. Motion de MM. Mark Muller, Alain Fischer, François Henry, Pierre Maudet, Georges Queloz et M^{me} Alexandra Rys: «Les lois et les règlements sont les mêmes pour tous» (M-62)¹.*PROJET DE MOTION*

Depuis plusieurs années, de nombreux immeubles squattés sont «décorés» de peintures, enseignes lumineuses, banderoles, panneaux et autres ornements.

Ces «décorations» n'ont presque jamais reçu les autorisations requises en matière de normes de construction, de protection des sites, de circulation routière ou d'utilisation du domaine public. Or, faisant preuve d'un laxisme bienveillant mais néanmoins inadmissible, l'autorité municipale compétente n'intervient pas pour faire respecter ces dispositions.

Cela soulève un certain nombre de problèmes:

- le principe de l'égalité de traitement est violé, puisque les commerçants et les propriétaires ne bénéficient pas de la même mansuétude et passent régulièrement sous les fourches caudines de l'administration lorsqu'ils souhaitent signaler leur commerce ou embellir leur immeuble;
- quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir à l'égard des squatters, il n'est pas normal qu'il y ait deux poids, deux mesures dans l'application de lois ou règlements en Ville ou ailleurs, dans quelque domaine que ce soit;
- la responsabilité que prend la Ville en s'abstenant de contrôler ces installations ne doit pas être négligée;
- en l'absence de contrôle de la sécurité de ces installations, des accidents sont susceptibles de survenir. Les propriétaires des immeubles concernés encourrent une responsabilité légale objective (art. 58 CO), alors même qu'ils n'ont pas la possibilité de s'opposer aux installations litigieuses;
- l'aspect général de la ville de Genève pâtit du laisser-faire des autorités, certains immeubles squattés arborant des façades peu engageantes,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

1. de faire respecter uniformément les lois et règlements applicables à la pose d'enseignes lumineuses et autres «décorations» qui ornent les immeubles en ville, en particulier les immeubles squattés;
2. d'intervenir auprès du Conseil d'Etat afin que celui-ci fasse de même.

¹ «Mémorial 157^e année»: Annoncée, 3381.

Préconsultation

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Les socialistes sont tout à fait d'accord avec le titre de cette motion: en effet, les lois et les règlements doivent être les mêmes pour tous. Depuis toujours, nous nous battons pour cela, pour plus d'égalité et de justice, et nous continuerons à le faire, que cela concerne la justice sociale, la justice économique et fiscale ou la défense de libertés fondamentales.

Plus précisément, nous souhaitons dire plusieurs choses à propos de cette motion. Si les autorités, comme le disent les motionnaires, font preuve d'un laxisme bienveillant par rapport aux décorations des immeubles squattés, c'est peut-être qu'elles ont l'intelligence de faire la part des choses en ce qui concerne l'égalité de traitement dans certains cas. Les lois ne sont pas toujours adaptées à tous les cas de figure, et il est vrai que, à Genève, les autorités ont toujours su interpréter la loi de manière à permettre à une population donnée, en l'occurrence celle de nombreux jeunes, de pouvoir s'exprimer et de mettre un peu de vie dans notre très calviniste république. Les décorations qui semblent tant déranger certains conseillers municipaux sont, par contre, très appréciées par de nombreuses personnes parmi la population. Je vous rappelle même que le numéro de la revue *Géo* consacré à notre ville en septembre de l'année passée présentait avec grand intérêt la vie alternative genevoise, en proposant une visite guidée de lieux comme l'îlot 13 ou l'Usine.

D'autre part, la motion N° 62 compare les activités des squatters avec celles des commerçants et des propriétaires, ce qui est étonnant. Les motionnaires savent pourtant très bien que les objectifs des uns et des autres sont tout à fait différents: les premiers occupent des immeubles vides pour se procurer un toit à un prix décent ou développer un mode de vie communautaire et solidaire, et les deuxièmes font des affaires. S'il semble normal que les commerçants et les propriétaires doivent se plier à des réglementations élaborées notamment pour légiférer dans ces domaines, nous ne voyons pas en quoi les décorations des façades squattées mettent en danger l'égalité de traitement.

Enfin, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, en sortant d'ici, je vous engage à faire un tour devant l'immeuble Rhino, que de nombreuses personnes ici connaissent. Prenez le temps de lire et de sourire, et vous verrez qu'un peu d'humour et de tolérance ne mettront pas notre République en péril. Les socialistes refuseront bien évidemment cette motion.

Le président. M. Mark Muller demande que cet objet soit étudié ultérieurement. Comme il est motionnaire, nous devons accéder à sa demande et nous reportons donc cet objet à plus tard.

M^{me} Virginie Keller Lopez. Je redirai ce que j' ai dit une deuxième fois!

10. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

11. Interpellations.

Néant.

12. Questions.

orale:

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je crois que c'est M^{me} Ecuillon, hier, qui a posé une question concernant la fontaine de l'école de Geisendorf. C'est vous, Madame Ecuillon? (*Réponse affirmative de M^{me} Ecuillon.*) J'ai demandé une réponse à mes services et à ceux de M. Ferrazino. Je vous la lis: «Pour répondre à la question d'une conseillère municipale, et après vérification sur place, les fontaines ont été mises hors service en raison de défauts et des dangers qu'elles présentaient pour les enfants. Les instructions ont été données pour que les réparations soient entreprises dans les plus brefs délais et que ces installations soient remises en fonction rapidement.» Êtes-vous satisfaite de cette réponse, Madame Ecuillon?

M^{me} Alice Ecuillon (DC). Je vous remercie, Monsieur Tornare. Mais, si cette réponse me paraît tout à fait valable et peut-être logique, au cas où l'on a réellement pris des mesures pour éviter des accidents avec les enfants, alors, cette fontaine doit être totalement vidée, et non pas rester avec au moins 30 à 40 cm d'eau qui croupit au fond. En effet, 30 à 40 cm d'eau suffisent pour qu'un petit enfant se noie; nous avons malheureusement connu plusieurs exemples de cet ordre-là, en d'autres lieux, bien entendu. Mais je vous remercie beaucoup de votre réponse, Monsieur Tornare.

Séance levée à 18 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	90
2. Communications du bureau du Conseil municipal	92
3. Election d'un représentant du Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées en remplacement de M ^{me} Béatrice Colonna, démissionnaire (Statuts de la fondation, art. 9) (RCM, art. 131, lettre B)	97
4. Motion de M ^{mes} Alexandra Rys et Alice Ecuillon: «Pas de voitures ventouses au bureau de poste des Charmilles» (M-53)	97
5. Clause d'urgence sur la motion de M. René Winet: «Pour une ville plus propre» (M-110).....	101
6. Clause d'urgence sur la motion de M. René Winet: «Pour le soutien à un événement phare dans la rade à l'occasion du 31 décembre 2000, entrée dans le troisième millénaire» (M-111)	102
7. Motion de M ^{mes} Marianne Husser, Virginie Keller Lopez, Liliane Johner, MM. Jean-Pascal Perler, Guy Jousson et Roman Juon: «Médiation et prévention dans les quartiers» (M-54).....	104
8. Motion de MM. Pierre Reichenbach et Jean-Charles Rielle: «Ouragan Lothar: Ville de Genève solidaire» (M-60).....	121
9. Motion de MM. Mark Muller, Alain Fischer, François Henry, Pierre Maudet, Georges Queloz et M ^{me} Alexandra Rys: «Les lois et les règlements sont les mêmes pour tous» (M-62)	128
10. Propositions des conseillers municipaux	130
11. Interpellations	130
12. Questions	130

La mémorialiste:
Marguerite Conus